Spedizione in abbonamento postale - Gruppo I

Anno 104° — Numero 20

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA **Roma - Mercoledì, 23 gennaio 1963** SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI MENO I FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA - UFFICIO PUBBLICAZIONE DELLE LEGGI TEL. 650-139 650-841 652 361
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO DELLO STATO - LIBRERIA DELLO STATO - PIAZZA GIUSEPPE VERDI 10, ROMA - CENTRALINO 8508

PREZZI E CONDIZIONI DI ABBONAMENTO

ALLA PARTE PRIMA E SUPPLEMENTI ORDINARI
(Esclusi quelli recanti le norme sul trattamento economico e normativo dei lavoratori).
Annuo L. **13.390** Semestrale L. **7.380** Trimestrale L. **4.020**
Un fascicolo L. **60** Fascicoli annate arretrate: il doppio

AI SUPPLEMENTI ORDINARI CONTENENTI LE NORME SUL TRATTAMENTO ECONOMICO E NORMATIVO DEI LAVORATORI
Annuo L. **12.030** Semestrale L. **6.520** Trimestrale L. **3.510**

ALLA PARTE SECONDA (Foglio delle inserzioni)
Annuo L. **10.020** Semestrale L. **5.520** Trimestrale L. **3.010** -
Un fascicolo L. **50** Fascicoli annate arretrate: il doppio

I PREZZI sono comprensivi d'imposta di bollo
Per l'ESTERO i prezzi sono il doppio di quelli indicati per l'interno

I fascicoli disguidati devono essere richiesti entro 30 giorni dalla data di pubblicazione

L'importo degli abbonamenti deve essere versato sul c/c postale n. 1/2640 intestato all'Istituto Poligrafico dello Stato

La «Gazzetta Ufficiale» e tutte le altre pubblicazioni ufficiali sono in vendita al pubblico presso le Agenzie della Libreria dello Stato: ROMA, via XX Settembre (Palazzo del Ministero delle Finanze) e via del Tritone, 61/A; MILANO, Galleria Vittorio Emanuele, 3; NAPOLI, via Chiaia, 5; FIRENZE, via Cavour, 46/r e presso le Librerie depositarie nei Capoluoghi di Provincia. Le inserzioni, come da norme riportate nella testata della parte II, si ricevono in Roma (Ufficio inserzioni - via XX Settembre - Palazzo del Ministero delle Finanze). Le agenzie di Milano, Napoli e Firenze possono accettare solamente gli avvisi consegnati a mano ed accompagnati dal relativo importo.

SOMMARIO

LEGGI E DECRETI

1962

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

LEGGI E DECRETI

LEGGE 3 dicembre 1962, n. 1832.

Ratifica ed esecuzione del Protocollo che apporta modifiche alla Convenzione del 12 ottobre 1929 per l'unificazione di alcune regole relative al trasporto aereo internazionale, firmato a l'Aja il 28 settembre 1955.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1

Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare il Protocollo che apporta modifiche alla Convenzione di Varsavia del 12 ottobre 1929 per l'unificazione di alcune regole relative al trasporto aereo internazionale, firmato a l'Aja il 28 settembre 1955.

Art. 2.

Piena ed intera esecuzione è data al Protocollo di cui all'articolo precedente a decorrere dalla sua entrata in vigore, in conformità all'articolo XXII del Protocollo stesso.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 3 dicembre 1962

SEGNI

FANFANI — PICCIONI — ANDREOTTI — TRABUCCHI

Visto, *il Guardasigilli:* BOSCO

Protocollo che apporta modifiche alla Convenzione per l'unificazione di alcune regole relative al trasporto aereo internazionale, firmata a Varsavia il 12 ottobre 1929 (l'Aja, 28 settembre 1955).

PROTOCOLE PORTANT MODIFICATION DE LA CONVENTION POUR L'UNIFICATION DE CERTAINES RÈGLES RELATIVES AU TRANSPORT AÉRIEN INTERNATIONAL SIGNÉE À VARSOVIE LE 12 OCTOBRE 1929

Les Gouvernements soussignés, considérant qu'il est souhaitable d'amender la Convention pour l'unification de certaines règles relatives au transport aérien international signée à Varsovie le 12 octobre 1929, sont convenus de ce qui suit:

CHAPITRE PREMIER

Amendements à la Convention

Article 1er

A l'article premier de la Convention:

a) l'alinéa 2 est supprimé et remplacé par la disposition suivante:

« 2. Est qualifié *transport international*, au sens de la présente Convention, tout transport dans lequel, d'après les stipulations des parties, le point de départ et le point de destination, qu'il y ait ou non interruption de transport ou transbordement, sont situés soit sur le territoire de deux Hautes Parties contractantes, soit sur le territoire d'une seule Haute Partie contractante si une escale est prévue sur le territoire d'un autre Etat, même si cet Etat n'est pas une Haute Partie contractante. Le transport sans une telle escale entre deux points du territoire d'une seule Haute Partie contractante n'est pas considéré comme international au sens de la présente Convention ».

b) l'alinéa 3 est supprimé et remplacé par la disposition suivante:

« 3. Le transport à exécuter par plusieurs transporteurs par air successifs est censé constituer pour l'application de la présente Convention un transport unique lorsqu'il a été envisagé par les parties comme une seule opération, qu'il ait été conclu sous la forme d'un seul contrat ou d'une série de contrats, et il ne perd pas son caractère international par le fait qu'un seul contrat ou une série de contrats doivent être exécutés intégralement dans le territoire d'un même Etat ».

Article II

A l'article 2 de la Convention:

l'alinéa 2 est supprimé et remplacé par la disposition suivante:

« 2. La présente Convention ne s'applique pas au transport du courrier et des colis postaux ».

Article III

A l'article 3 de la Convention:

a) l'alinéa 1er est supprimé et remplacé par la disposition suivante:

« 1 Dans le transport de passagers, un billet de passage doit être délivré, contenant:

a) l'indication des points de départ et de destination;

b) si les points de départ et de destination sont situés sur le territoire d'une même Haute Partie contractante et qu'une ou plusieurs escales soient prévues sur le territoire d'un autre Etat l'indication d'une de ces escales;

c) un avis indiquant que si les passagers entreprennent un voyage comportant une destination finale ou une escale dans un pays autre que le pays de départ leur transport peut être régi par la Convention de Varsovie qui, en général, limite la responsabilité du transporteur en cas de mort ou de lésion corporelle, ainsi qu'en cas de perte ou d'avarie des bagages ».

b) l'alinéa 2 est supprimé et remplacé par la disposition suivante:

« 2. Le billet de passage fait foi, jusqu'à preuve contraire, de la conclusion et des conditions du contrat de transport. L'absence, l'irrégularité ou la perte du billet n'affecte ni l'existence ni la validité du contrat de transport, qui n'en sera pas moins soumis aux règles de la présente Convention. Toutefois, si, du consentement du transporteur, le passager s'embarque sans qu'un billet de passage ait été délivré, ou si le billet ne comporte pas l'avis prescrit à l'alinéa 1 *c*) du présent article, le transporteur n'aura pas le droit de se prévaloir des dispositions de l'article 22 ».

Article IV

A l'article 4 de la Convention:

a) les alinéas 1, 2 et 3 sont supprimés et remplacés par la disposition suivante:

« 1. Dans le transport de bagages enregistrés, un bulletin de bagages doit être délivré qui, s'il n'est pas combiné avec un billet de passage conforme aux dispositions de l'article 3, alinéa 1er, ou n'est pas inclus dans un tel billet, doit contenir:

a) l'indication des points de départ et de destination;

b) si les points de départ et de destination sont situés sur le territoire d'une même Haute Partie contractante et qu'une ou plusieurs escales soient prévues sur le territoire d'un autre Etat, l'indication d'une de ces escales;

c) un avis indiquant que, si le transport comporte une destination finale ou une escale dans un pays autre que le pays de départ, il peut être régi par la Convention de Varsovie qui, en général, limite la responsabilité du transporteur en cas de perte ou d'avarie des bagages ».

b) l'alinéa 4 est supprimé et remplacé par la disposition suivante:

« 2. Le bulletin de bagages fait foi, jusqu'à preuve contraire, de l'enregistrement des bagages et des conditions du contrat de transport. L'absence, l'irrégularité ou la perte du bulletin n'affecte ni l'existence ni la validité du contrat de transport, qui n'en sera pas moins soumis aux règles de la présente Convention. Toutefois, si le transporteur accepte la garde des bagages sans qu'un bulletin ait été délivré ou si, dans le cas où le bulletin n'est pas combiné avec un billet de passage conforme aux dispositions de l'article 3, alinéa 1 *c*), ou n'est pas inclus dans un tel billet, il ne comporte pas l'avis prescrit à l'alinéa 1 *c*) du présent article, le transporteur n'aura pas le droit de se prévaloir des dispositions de l'article 22, alinéa 2 ».

Article V

A l'article 6 de la Convention:

l'alinéa 3 est supprimé et remplacé par la disposition suivante:

« 3. La signature du transporteur doit être apposée avant l'embarquement de la marchandise à bord de l'aéronef ».

Article VI

L'article 8 de la Convention est supprimé et remplacé par la disposition suivante:

« La lettre de transport aérien doit contenir:

a) l'indication des points de départ et de destination;

b) si les points de départ et de destination sont situés sur le territoire d'une même Haute Partie Contractante et qu'une ou plusieurs escales soient prévues sur le territoire d'un autre Etat, l'indication d'une de ces escales;

c) un avis indiquant aux expéditeurs que, si le transport comporte une destination finale ou une escale dans un pays autre que le pays de départ, il peut être régi par la Convention de Varsovie qui, en général limite la responsabilité des transporteurs en cas de perte ou d'avarie des marchandises ».

Article VII

L'article 9 de la Convention est supprimé et remplacé par la disposition suivante:

« Si, du consentement du transporteur, des marchandises sont embarquées à bord de l'aéronef sans qu'une lettre de transport aérien ait été établie ou si celle-ci ne comporte pas l'avis prescrit à l'article 8, alinéa c), le transporteur n'aura pas le droit de se prévaloir des dispositions de l'article 22, alinéa 2 ».

Article VIII

A l'article 10 de la Convention:

l'alinéa 2 est supprimé et remplacé par la disposition suivante:

« 2. Il supportera la responsabilité de tout dommage subi par le transporteur ou par toute autre personne à l'égard de laquelle la responsabilité du transporteur est engagée à raison de ses indications et déclarations irrégulières, inexactes ou incomplètes ».

Article IX

A l'article 15 de la Convention:

l'alinéa suivant est inséré:

« 3. Rien dans la présente Convention n'empêche l'établissement d'une lettre de transport aérien négociable ».

Article X

L'alinéa 2 de l'article 20 de la Convention est supprimé.

Article XI

L'article 22 de la Convention est supprimé et remplacé par les dispositions suivantes:

« *Article* 22

1. Dans le transport des personnes, la responsabilité du transporteur relative à chaque passager est limitée à la somme de deux cent cinquante mille francs. Dans le cas où, d'après la loi du tribunal saisi, l'indennité peut être fixée sous forme de rente, le capital de la rente ne peut dépasser cette limite. Toutefois par une convention spéciale avec le transporteur, le passager pourra fixer une limite de responsabilité plus élevée.

2. *a*) Dans le transport de bagages enregistrés et de marchandises, la responsabilité du transporteur est limitée à la somme de deux cent cinquante francs par kilogramme, sauf déclaration spéciale d'intérêt à la livraison faite par l'expéditeur au moment de la remise du colis au transporteur et moyennant le paiement d'une taxe supplémentaire éventuelle. Dans ce cas, le transporteur sera tenu de payer jusqu'à concurrence de la somme déclarée, à moins qu'il ne prouve qu'elle est supérieure à l'intérêt réel de l'expéditeur à la livraison.

b) En cas de perte, d'avarie ou de retard d'une partie des bagages enregistrés ou des marchandises, ou de tout objet qui y est contenu, seul le poids total du ou des colis dont il s'agit est pris en considération pour déterminer la limite de responsabilité du transporteur. Toutefois, lorsque la perte, l'avarie ou le retard d'une partie des bagages enregistrés ou des marchandises, ou d'un objet qui y est contenu, affecte la valeur d'autres colis couverts par le même bulletin de bagages ou la même lettre de transport aérien, le poids total de ces colis doit être pris en considération pour déterminer la limite de responsabilité.

3. En ce qui concerne les objets dont le passager conserve la garde, la responsabilité du transporteur est limitée à cinq mille francs par passager.

4. Les limites fixées par le présent article n'ont pas pour effet d'enlever au tribunal la faculté d'allouer en outre, conformément à sa loi, une somme correspondant à tout ou partie des dépens et autres frais du procès exposés par le demandeur. La disposition précédente ne s'applique pas lorsque le montant de l'indemnité allouée, non compris les dépens et autres frais de procès, ne dépasse pas la somme que le transporteur a offerte par écrit au demandeur dans un délai de six mois à dater du fait qui a causé le dommage ou avant l'introduction de l'instance si celle-ci est postérieure à ce délai.

5. Les sommes indiquées en francs dans le présent article sont considérées comme se rapportant à une unité monétaire constituée par soixante-cinq milligrammes et demi d'or au titre de neuf cents millièmes de fin. Ces sommes peuvent être converties dans chaque monnaie nationale en chiffres ronds. La conversion de ces sommes en monnaies nationales autres que la monnaie-or s'effectuera en cas d'instance judiciaire suivant la valeur-or de ces monnaies à la date du jugement ».

Article XII

A l'article 23 de la Convention, la disposition actuelle devient l'alinéa 1er, et l'alinéa 2 suivant est ajouté:

« 2. L'alinéa 1er du présent article ne s'applique pas aux clauses concernant la perte ou le dommage résultant de la nature ou du vice propre des marchandises transportées ».

Article XIII

A l'article 25 de la Convention:

les alinéas 1 et 2 sont supprimés et remplacés par la disposition suivante:

« Les limites de responsabilité prévues à l'article 22 ne s'appliquent pas s'il est prouvé que le dommage résulte d'un acte ou d'une omission du transporteur ou de ses préposés fait, soit avec l'intention de provoquer un dommage, soit témérairement et avec conscience qu'un dommage en résultera probablement, pour autant que, dans le cas d'un acte ou d'une omission de préposés, la preuve soit également apportée que ceux-ci ont agi dans l'exercice de leurs fonctions ».

Article XIV

Après l'article 25 de la Convention, l'article suivant est inséré:

« *Article* 25 *A*

1. Si une action est intentée contre un préposé du transporteur à la suite d'un dommage visé par la présente Convention, ce préposé, s'il prouve qu'il a agi dans l'exercice de ses fonctions, pourra se prévaloir des limites de responsabilité que peut invoquer ce transporteur en vertu de l'article 22.

2. Le montant total de la réparation qui, dans ce cas, peut être obtenu du transporteur et de ses préposés ne doit pas dépasser lesdites limites.

3. Les dispositions des alinéas 1 et 2 du présent article ne s'appliquent pas s'il est prouvé que le dom-

mage résulte d'un acte ou d'une omission du préposé fait, soit avec l'intention de provoquer un dommage, soit témérairement et avec conscience qu'un dommage en résultera probablement ».

Article XV

A l'article 26 de la Convention:

l'alinéa 2 est supprimé et remplacé par la disposition suivante:

« 2. En cas d'avarie, le destinataire doit adresser au transporteur une protestation immédiatement après la découverte de l'avarie et, au plus tard, dans un délai de sept jours pour les bagages et de quatorze jours pour les marchandises à dater de leur réception. En cas de retard, la protestation devra être faite au plus tard dans les vingt et un jours à dater du jour où le bagage ou la marchandise auront été mis à sa disposition ».

Article XVI

L'article 34 de la Convention est supprimé et remplacé par la disposition suivante:

« Les dispositions des articles 3 à 9 inclus relatives aux titres de transport ne sont pas applicables au transport effectué dans des circonstances extraordinaires en dehors de toute opération normale de l'exploitation aérienne ».

Article XVII

Après l'article 40 de la Convention, l'article suivant est inséré:

« *Article* 40 *A*

1. A l'article 37, alinéa 2 et à l'article 40, alinéa 1er, l'expression *Haute Partie contractante* signifie *Etat*. Dans tous les autres cas, l'expression *Haute Partie contractante* signifie un Etat dont la ratification ou l'adhésion à la Convention a pris effet et dont la dénonciation n'a pas pris effet.

2. Aux fins de la Convention, le mot *territoire* signifie non seulement le territoire métropolitain d'un Etat, mais aussi tous les territoires qu'il représente dans les relations extérieures ».

CHAPITRE II

CHAMP D'APPLICATION DE LA CONVENTION AMENDÉE

Article XVIII

La Convention amendée par le présent Protocole s'applique au transport international défini à l'article premier de la Convention lorsque les points de départ et de destination sont situés soit sur le territoire de deux Etats parties au présent Protocole, soit sur le territoire d'un seul Etat partie au présent Protocole si une escale est prévue dans le territoire d'un autre Etat.

CHAPITRE III

DISPOSITIONS PROTOCOLAIRES

Article XIX

Entre les Parties au présent Protocole, la Convention et le Protocole seront considérés et interprétés comme un seul et même instrument et seront dénommés *Convention de Varsovie amendée à La Haye en* 1955.

Article XX

Jusqu'à sa date d'entrée en vigueur conformément aux dispositions de l'article XXII, alinéa 1er, le présent Protocole restera ouvert à la signature à tout Etat qui aura ratifié la Convention ou y aura adhéré, ainsi qu'à tout Etat ayant participé à la Conférence à laquelle ce Protocole a été adopté.

Article XXI

1. Le présent Protocole sera soumis à la ratification des Etats signataires.

2. La ratification du présent Protocole par un Etat qui n'est pas partie à la Convention emporte adhésion à la Convention amendée par ce Protocole.

3. Les instruments de ratification seront déposés auprès du Gouvernement de la République Populaire de Pologne.

Article XXII

1. Lorsque le présent Protocole aura réuni les ratifications de trente Etats signataires, il entrera en vigueur entre ces Etats le quatre-vingt-dixième jour après le dépôt du trentième instrument de ratification. A l'égard de chaque Etat qui le ratifiera par la suite, il entrera en vigueur le quatre-vingt-dixième jour après le dépôt de son instrument de ratification.

2. Dès son entrée en vigueur, le présent Protocole sera enregistré auprès de l'Organisation des Nations Unies par le Gouvernement de la République Populaire de Pologne.

Article XXIII

1. Après son entrée en vigueur, le présent Protocole sera ouvert à l'adhésion de tout Etat non signataire.

2. L'adhésion au présent Protocole par un Etat qui n'est pas partie à la Convention emporte adhésion à la Convention amendée par le présent Protocole.

3. L'adhésion sera effectuée par le dépôt d'un instrument d'adhésion auprès du Gouvernement de la République Populaire de Pologne et produira ses effets le quatre-vingt-dixième jour après ce dépôt.

Article XXIV

1. Toute Partie au présent Protocole pourra le dénoncer par une notification faite au Gouvernement de la République Populaire de Pologne.

2. La dénonciation produira ses effets six mois après la date de réception par le Gouvernement de la République Populaire de Pologne de la notification de dénonciation.

3. Entre les parties au présent Protocole, la dénonciation de la Convention par l'une d'elles en vertu de l'article 39 ne doit pas être interprétée comme une dénonciation de la Convention amendée par le présent Protocole.

Article XXV

1. Le présent Protocole s'appliquera à tous les territoires qu'un Etat partie à ce Protocole représente dans les relations extérieures, à l'exception des territoires à l'égard desquels une déclaration a été faite conformément à l'alinéa 2 du présent article.

2. Tout Etat pourra, au moment du dépôt de son instrument de ratification ou d'adhésion, déclarer que son acceptation du présent Protocole ne vise pas un ou plusieurs des territoires qu'il représente dans les relations extérieures.

3. Tout Etat pourra par la suite notifier au Gouvernement de la République Populaire de Pologne que le présent Protocole s'appliquera à un ou plusieurs des territoires ayant fait l'objet de la déclaration prévue à l'alinéa 2 du présent article. Cette notification produira ses effets le quatre-vingt-dixième jour après la date de sa réception par ce Gouvernement.

4. Tout Etat partie à ce Protocole pourra, conformément aux dispositions de l'article XXIV, alinéa 1er, dénoncer le présent Protocole séparément pour tous ou pour l'un quelconque des territoires qu'il représente dans les relations extérieures.

Article XXVI

Il ne sera admis aucune réserve au présent Protocole. Toutefois, un Etat pourra à tout moment déclarer par notification faite au Gouvernement de la République Populaire de Pologne que la Convention amendée par le présent Protocole ne s'appliquera pas au transport de personnes, de marchandises et de bagages effectué pour ses autorités militaires à bord d'aéronefs immatriculés dans ledit Etat et dont la capacité entière a été réservée par ces autorités ou pour le compte de celles-ci.

Article XXVII

Le Gouvernement de la République Populaire de Pologne notifiera immédiatement aux Gouvernements de tous les Etats signataires de la Convention ou du présent Protocole, de tous les Etats parties à la Convention ou au présent Protocole, et de tous les Etats membres de l'Organisation de l'Aviation civile internationale ou de l'Organisation des Nations Unies, ainsi qu'à l'Organisation de l'Aviation civile internationale:

a) toute signature du présent Protocole et la date de cette signature;

b) le dépôt de tout instrument de ratification du présent Protocole ou d'adhésion à ce dernier et la date de ce dépôt;

c) la date à laquelle le présent Protocole entre en vigueur conformément à l'alinéa 1er de l'article XXII;

d) la réception de toute notification de dénonciation et la date de réception;

e) la réception de toute déclaration ou notification faite en vertu de l'article XXV et la date de réception; et

f) la réception de toute notification faite en vertu de l'article XXVI et la date de réception.

EN FOI DE QUOI les Plénipotentiaires soussignés, dûment autorisés, ont signé le présent Protocole.

Fait à La Haye le vingt-huitième jour du mois de septembre de l'année mil neuf cent cinquante-cinq, en trois textes authentiques rédigés dans les langues française, anglaise et espagnole. En cas de divergence, le texte en langue française, langue dans laquelle la Convention avait été rédigée, fera foi.

Le présent Protocole sera déposé auprès du Gouvernement de la République Populaire de Pologne où, conformément aux dispositions de l'article XX, il restera ouvert à la signature, et ce Gouvernement transmettra des copies certifiées du présent Protocole aux Gouvernements de tous les Etats signataires de la Convention ou du présent Protocole, de tous les Etats parties à la Convention ou au présent Protocole, et de tous les Etats membres de l'Organisation de l'Aviation civile internationale ou de l'Organisation des Nations Unies, ainis qu'à l'Organisation de l'Aviation civile internationale.

République Fédérale d'Allemagne:
- OTTO RIESE — 28 septembre 1955
- GERD RINCK — 28 septembre 1955
- J. HUEBENER — 28 septembre 1955

Belgique:
- P. A. T. DE SMET

Brésil:
- TRAJANO FURTADO REIS — 28 septembre 1955
- CLAUDIO GANNS — 28 septembre 1955

Egypte:
- DIAEDDINE SALEH — 28 septembre 1955

Etats-Unis d'Amérique:

France:
- ANDRÉ GARNAULT — 28 septembre 1955

Grèce:
- C. HADJIDIMOULAS — 28 septembre 1955

République Populaire Hongroise:
- V. ZALKA — 28 septembre 1955

Irlande:
- TIMOTHY J. O. DRISCOLL — 28 septembre 1955

Israël:
- I. J. MINTZ — 28 septembre 1955
  ad referendum

Italie:
- ANTONIO AMBROSINI — 28 septembre 1955

Laos:
- P. SAVANN — 28 septembre 1955
- BOURZAY — 28 septembre 1955

Liechtenstein:
- FREDERIC SCHAERER — 28 septembre 1955

Luxembourg:
- VICTOR BODSON — 28 septembre 1955
- PIERRE HAMER — 28 septembre 1955

Mexique:
- ENRIQUE M. LOALZA — 28 septembre 1955

Norvège:
- EDVIN ALTEN — 28 septembre 1955

Pays-Bas:
- D. GOEDHUIS — 28 septembre 1955

Philippines:
- SIMEON R. ROXAS — 28 septembre 1955
- DANIEL ME GOMEZ — 28 septembre 1955

République Populaire de Pologne:
- T. FINDZINSKI — 28 septembre 1955
- K. PIERZYNKI — 28 septembre 1955
- S. MINORSKI — 28 septembre 1955

Portugal:
- FERNANDO QUARTIN DE OLIVEIRA BASTOS — 28 septembre 1955
  ad referendum

République Populaire Roumaine:
- M. COCIU — 28 septembre 1955
- L. BADULESCU — 28 septembre 1955

Salvador:
- P. S. DELGADO — 28 septembre 1955
- M. RAMOS RAMIREZ — 28 septembre 1955
- F. PARRAGA — 28 septembre 1955

Suède:

KARL SIDENBLADH	28 septembre 1955

Suisse:

FRITZ STALDER	28 septembre 1955

République Tchecoslovaque:

F. NOVAK	28 septembre 1955
V. BAUER	28 septembre 1955

Union des Républiques Soviétiques Socialistes:

V. M. DANILITCHEV	28 septembre 1955

Venezuela:

L. M. CHEFARDET URBINA	28 septembre 1955
RAMON CARMONA	28 septembre 1955
V. T. DELASCIO	28 septembre 1955

Visto, d'ordine del Presidente della Repubblica

Il Ministro per gli affari esteri

PICCIONI

LEGGE 31 dicembre 1962, n. 1833.

Modificazioni ed integrazioni alla disciplina della responsabilità patrimoniale dei dipendenti dello Stato, adibiti alla conduzione di autoveicoli o altri mezzi meccanici e semplificazione delle procedure di liquidazione dei danni.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

Gli impiegati e gli operai dello Stato, i militari dell'Esercito, della Marina e dell'Aeronautica, gli appartenenti ai Corpi della guardia di finanza, delle guardie di pubblica sicurezza e degli agenti di custodia, addetti alla conduzione di autoveicoli o di altri mezzi meccanici che, nell'esercizio di tali attribuzioni, cagionino un danno all'Amministrazione dello Stato, sono tenuti al risarcimento solo nel caso di danno arrecato per dolo o per colpa grave.

La limitazione di cui al comma precedente si applica anche alla responsabilità del personale, ivi indicato, verso l'Amministrazione che abbia risarcito il terzo del danno cagionato da circolazione di autoveicoli o di altri mezzi meccanici.

Restano salve le responsabilità più gravi previste dalle leggi vigenti.

Le Amministrazioni non possono procedere all'accertamento di danni causati da propri dipendenti e alle conseguenti liquidazioni o transazioni, senza avere concesso preventivamente un termine ai dipendenti stessi al fine di produrre le loro difese e senza averle adeguatamente valutate.

Art. 2.

Il limite di somma contenuto nell'articolo 14 del regio decreto 18 novembre 1923, n. 2440, è elevato a lire tre milioni quando si tratti di atti di transazione relativi al risarcimento di danni ai terzi causati dalla circolazione di autoveicoli o di altri mezzi meccanici dello Stato.

Sugli atti di transazione di cui al precedente comma l'Amministrazione non ha l'obbligo di sentire l'avviso dell'Avvocatura dello Stato, quando ciò che dà o abbandona sia determinato o determinabile in somma non superiore a lire 150.000.

Art. 3.

L'istruttoria delle liquidazioni e transazioni relative ai risarcimenti di danni di cui al primo comma dell'articolo 2 della presente legge, è affidata all'ufficio centrale o periferico presso il quale l'autoveicolo od il diverso mezzo meccanico è in uso.

Art. 4.

Alla liquidazione dei danni, alla stipulazione e al pagamento delle transazioni per sinistri comportanti risarcimenti non superiori, per ciascun atto, all'importo di lire 3.000.000, provvedono gli uffici centrali o periferici ai quali è in carico l'autoveicolo o il diverso mezzo meccanico.

In ogni caso la transazione deve essere autorizzata dal capo dell'ufficio centrale o periferico al quale è in carico l'autoveicolo o di quello gerarchicamente superiore, con qualifica non inferiore a direttore di divisione o equiparata.

L'assegnazione e la gestione dei fondi occorrenti agli uffici periferici per le liquidazioni ed i pagamenti di cui al comma precedente avverranno secondo le modalità indicate nella legge 17 agosto 1960, n. 908.

Art. 5.

Alla liquidazione dei danni, alla stipulazione e al pagamento delle transazioni per sinistri comportanti risarcimenti d'importo superiore a lire 3.000.000 provvedono le Amministrazioni centrali competenti.

Art. 6.

Sugli atti transattivi di cui al precedente articolo 4, di importo superiore a lire 150.000, deve essere sentito il parere dell'Avvocatura dello Stato competente per il territorio in cui ha sede l'ufficio che deve disporre la liquidazione ed il pagamento.

Sugli atti transattivi di cui al precedente articolo 5 deve essere sentito il parere dell'Avvocatura generale dello Stato e del Consiglio di Stato.

Art. 7.

L'addetto alla conduzione di un autoveicolo o di altro mezzo meccanico dello Stato che, nell'esercizio delle sue attribuzioni, abbia provocato o subito un danno alla persona o alle cose, è tenuto a denunciare, appena possibile, il fatto al più vicino ufficio o organo di polizia giudiziaria per la raccolta di tutti gli elementi e mezzi di prova in base ai quali sia possibile determinare la causa, la natura e l'entità del danno.

Analoga denuncia deve essere fatta, appena possibile, all'ufficio al quale è in uso l'autoveicolo od il diverso mezzo meccanico. L'ufficio, ricevuta la denuncia o conosciuto altrimenti il fatto, richiede copia del verbale redatto dagli organi di cui al primo comma e provvede all'acquisizione di ogni ulteriore elemento e mezzo di prova per l'accertamento della responsabilità.

Art. 8.

Le disposizioni dell'articolo 1 si applicano anche alle procedure in corso alla data di entrata in vigore della presente legge.

L'Amministrazione, a favore della quale, alla stessa data, sia stata pronunciata decisione di condanna passata in giudicato, ma non ancora completamente ese-

guita, provvede di ufficio, su conforme avviso del procuratore generale della Corte dei conti, a rinunciare alla riscossione del suo credito, ove risulti trattarsi di condanna che non sia stata pronunciata per dolo o colpa grave. La riscossione del credito resta sospesa fino a quando non è definita la procedura prevista dal presente comma.

Nel caso in cui l'Amministrazione non rinunci al proprio credito, l'interessato entro trenta giorni dal primo atto di esecuzione posto in essere nei suoi confronti, può ricorrere nelle forme e nei modi previsti dall'articolo 25 del regio decreto 13 agosto 1933, n. 1038; se si tratta di decisione di condanna pronunziata da giudice diverso dalla Corte dei conti, l'interpretazione della sentenza, al fine di stabilire se sussista dolo o colpa grave, spetta al giudice di merito che emise la sentenza di condanna.

Non si fa luogo, in ogni caso, a rimborso di somme già introitate dall'Erario.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 31 dicembre 1962

SEGNI

FANFANI — TAVIANI — BOSCO — TRABUCCHI — TREMELLONI — ANDREOTTI

Visto, *il Guardasigilli*: BOSCO

LEGGE 31 dicembre 1962, n. 1834.

Autorizzazione alla spesa di lire 925 milioni per la concessione di contributi sugli interessi per l'effettuazione di crediti finanziari di cui all'art. 21 della legge 5 luglio 1961, n. 635.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

Art. 1.

A partire dall'esercizio finanziario 1962-63 e fino a tutto l'esercizio finanziario 1976-77 è autorizzata la spesa annua di lire 925 milioni per la concessione, tramite l'Istituto centrale per il credito a medio termine (Mediocredito centrale), agli Istituti ed alle Aziende di credito di cui all'articolo 19 della legge 25 luglio 1952, n. 949, di contributi sugli interessi per la effettuazione di operazioni di crediti finanziari, ai sensi dell'articolo 21 della legge 5 luglio 1961, n. 635.

Le modalità e condizioni per la erogazione dei contributi di cui al precedente comma saranno fissate nel decreto previsto dall'articolo 21 della stessa legge 5 luglio 1961, n. 635.

Art. 2.

Il ritardo dell'incasso del credito, nascente da finanziamento contemplato nell'articolo 21 della legge 5 luglio 1961, n. 635, costituisce sinistro — ai fini della garanzia concessa a norma di detta legge — decorsi trenta giorni dalla data di scadenza del credito stesso.

Art. 3.

L'onere derivante dall'attuazione della presente legge nell'esercizio 1962-63 sarà fronteggiato mediante corrispondente riduzione dello stanziamento del capitolo n. 347 dello stato di previsione della spesa del Ministero del tesoro per il medesimo esercizio.

Il Ministro per il tesoro è autorizzato ad apportare, con propri decreti, le occorrenti variazioni di bilancio.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserta nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 31 dicembre 1962

SEGNI

FANFANI — TREMELLONI

Visto, *il Guardasigilli*: BOSCO

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 3 dicembre 1962, n 1835.

Distacco della frazione di Guzzanica dal comune di Stezzano ed aggregazione al comune di Dalmine (Bergamo).

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Viste le istanze in data 24 novembre 1957 e 7 ed 8 aprile 1959, con le quali la maggioranza qualificata dei contribuenti della frazione Guzzanica del comune di Stezzano (Bergamo) ha chiesto l'aggregazione della frazione medesima al comune di Dalmine;

Viste le deliberazioni: del Consiglio comunale di Stezzano in data 28 maggio 1959, n. 369; del Consiglio comunale di Dalmine in data 20 dicembre 1957, n. 112; del Consiglio provinciale di Bergamo in data 26 ottobre 1961, n. 162, ed in data 27 aprile 1962, n. 121, con le quali è stato espresso parere in ordine alla variazione territoriale in parola;

Visti gli articoli 34 e 35 del testo unico della legge comunale e provinciale, approvato con regio decreto 3 marzo 1934, n. 383;

Udito il parere espresso dalla prima Sezione del Consiglio di Stato nell'adunanza dell'11 settembre 1962, n. 1912;

Sulla proposta del Ministro Segretario di Stato per gli affari dell'interno;

Decreta:

Art. 1.

La frazione Guzzanica è distaccata dal comune di Stezzano ed aggregata al comune di Dalmine, con la circoscrizione territoriale risultante dalla pianta planimetrica e dalla relazione descrittiva dei confini, annesse al presente decreto.

Art. 2.

Il Prefetto della provincia di Bergamo, sentita la Giunta provinciale amministrativa, provvederà alla separazione patrimoniale ed al riparto delle attività e passività.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 3 dicembre 1962

SEGNI

TAVIANI

Visto, *il Guardasigilli*: BOSCO
Registrato alla Corte dei conti, addì 16 *gennaio* 1963
Atti del Governo, registro n. 161, *foglio n.* 94. — VILLA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 3 dicembre 1962, n. 1836.

Distacco della frazione Savenone di Sopra dal comune di Pezzaze e aggregazione a quello di Bovegno (Brescia).

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Vista la istanza in data 14 novembre 1954, con la quale la maggioranza qualificata dei contribuenti della frazione Savenone di Sopra del comune di Pezzaze (Brescia) ha chiesto la aggregazione della frazione medesima al comune di Bovegno;

Viste le deliberazioni: del Consiglio comunale di Pezzaze in data 4 settembre 1955, n. 1; del Consiglio comunale di Bovegno in data 8 ottobre 1961, n. 59/61; del Consiglio provinciale di Brescia in data 25 novembre 1961, n. 7-5, con le quali è stato espresso parere in ordine alla variazione territoriale in parola;

Visti gli articoli 34 e 35 del testo unico della legge comunale e provinciale, approvato con regio decreto 3 marzo 1934, n. 383:

Udito il parere espresso dalla prima Sezione del Consiglio di Stato nell'adunanza del 10 agosto 1962, numero 1676;

Sulla proposta del Ministro Segretario di Stato per gli affari dell'interno;

Decreta:

Art. 1.

La frazione Savenone di Sopra è distaccata dal comune di Pezzaze ed aggregata al comune di Bovegno, con la circoscrizione territoriale risultante dalla pianta planimetrica e dalla relazione descrittiva dei confini, annesse al presente decreto.

Art. 2.

Il Prefetto della provincia di Brescia, sentita la Giunta provinciale amministrativa, provvederà alla separazione patrimoniale ed al riparto delle attività e passività.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 3 dicembre 1962

SEGNI

TAVIANI

Visto, *il Guardasigilli*: BOSCO
Registrato alla Corte dei conti, addì 16 *gennaio* 1963
Atti del Governo, registro n. 161, *foglio n.* 93. — VILLA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 9 dicembre 1962, n. 1837.

Attribuzione della denominazione « Conca Verde » ad una frazione del comune di Rovetta (Bergamo).

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Vista la deliberazione del Consiglio comunale di Rovetta (Bergamo) in data 9 agosto 1961, n. 53, con la quale è stato chiesto che alla frazione di quel Comune, ora comunemente indicata con il nome di « Conca Verde » e comprendente le località Lo, Madonna di Sommaprada e SS. Cristo, sia attribuita ufficialmente tale denominazione;

Vista la deliberazione del Consiglio provinciale di Bergamo in data 26 ottobre 1961, n. 163, con la quale è stato espresso parere favorevole in merito alla denominazione predetta;

Visto l'art. 266 del testo unico della legge comunale e provinciale, approvato con regio decreto 3 marzo 1934, n. 383,

Sulla proposta del Ministro Segretario di Stato per gli affari dell'interno.

Decreta:

E' attribuita la denominazione « Conca Verde » alla frazione del comune di Rovetta (Bergamo), indicata nelle premesse.

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma addì 9 dicembre 1962

SEGNI

TAVIANI

Visto, *il Guardasigilli*: BOSCO
Registrato alla Corte dei conti, addì 16 *gennaio* 1963
Atti del Governo, registro n. 161, *foglio n.* 96. — VILLA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 31 dicembre 1962, n. 1838.

Modificazione allo statuto dell'Università degli studi di Bari.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Veduto lo statuto dell'Università degli studi di Bari, approvato con regio decreto 14 ottobre 1926, n. 2134, e modificato con regio decreto 13 ottobre 1927, n. 2169 e successivi;

Veduto il testo unico delle leggi sull'istruzione superiore, approvato con regio decreto 31 agosto 1933, numero 1592;

Veduto il regio decreto-legge 20 giugno 1935, n. 1071, convertito nella legge 2 gennaio 1936, n. 73;

Veduto il regio decreto 30 settembre 1938, n. 1652, e successive modificazioni;

Veduta la legge 11 aprile 1953, n. 312;

Vedute le proposte di modifiche dello statuto formulate dalle autorità accademiche dell'Università anzidetta;

Riconosciuta la particolare necessità di approvare le nuove modifiche proposte;

Sentito il parere del Consiglio superiore della pubblica istruzione;

Sulla proposta del Ministro per la pubblica istruzione;

Decreta:

Lo statuto dell'Università dagli studi di Bari, approvato e modificato con i decreti sopraindicati, è ulteriormente modificato come appresso:

Art. 9. — Agli insegnamenti complementari del corso di laurea in Scienze politiche è aggiunto quello di: « Diritto pubblico americano ».

Il presente decreto, munito del sigillo dello Stato, sarà inserto nella Raccolta ufficiale delle leggi e dei decreti della Repubblica Italiana. E' fatto obbligo a chiunque spetti di osservarlo e di farlo osservare.

Dato a Roma, addì 31 dicembre 1962

SEGNI

GUI

Visto, *il Guardasigilli*: BOSCO
Registrato alla Corte dei conti, addì 21 *gennaio* 1963
Atti del Governo, registro n. 162, *foglio n.* 20. — VILLA

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 9 dicembre 1962.

Accettazione delle dimissioni dalla carica di agente di cambio della Borsa valori di Torino.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto il regio decreto 5 ottobre 1939, registrato alla Corte dei conti il 4 novembre 1939, registro n. 16 Finanze, foglio n. 375, con il quale il signor Ferrero Marcellino venne, tra gli altri, nominato agente di cambio presso la Borsa valori di Torino;

Vista la domanda in data 6 settembre 1962, con la quale il signor Ferrero Marcellino dichiara di rassegnare le dimissioni dalla carica di agente di cambio a decorrere dalla stessa data del 6 settembre 1962;

Visti i pareri favorevoli per l'accoglimento delle dimissioni predette, espressi dall'ispettore del Tesoro delegato alla vigilanza governativa della Borsa valori di Torino, dalla Deputazione della borsa medesima e dal Comitato direttivo degli agenti di cambio il quale ultimo ha precisato che il sig. Ferrero è stato indotto a rassegnare le dimissioni essendo in età avanzata e da tempo ammalato;

Sulla proposta del Ministro per il tesoro;

Decreta:

Con decorrenza dal 6 settembre 1962 sono accettate le dimissioni rassegnate, per motivi di età e di salute, dal signor Ferrero Marcellino dalla carica di agente di cambio presso la Borsa valori di Torino.

Il Ministro proponente è incaricato dell'esecuzione del presente decreto, che sarà trasmesso alla Corte dei conti per la registrazione.

Dato a Roma, addì 9 dicembre 1962

SEGNI

TREMELLONI

Registrato alla Corte dei conti, addì 2 *gennaio* 1963
Registro n. 1 *Tesoro, foglio n.* 3. — VENTURA SIGNORETTI

(318)

DECRETO DEL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA 9 dicembre 1962.

Revoca dalla carica di agente di cambio presso la Borsa valori di Milano.

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

Visto il proprio decreto 8 settembre 1950, registrato alla Corte dei conti il 30 settembre 1950, registro n. 12 Tesoro, foglio n. 395, con il quale il sig. Mario Onofri fu, tra gli altri, nominato agente di cambio presso la Borsa valori di Milano;

Considerato che il sig. Onofri, in data 24 ottobre 1962, ha dichiarato al Comitato direttivo degli agenti di cambio della Borsa valori di Milano di non essere in grado di far fronte ai propri impegni nei confronti delle contropartite di borsa e della clientela;

Considerato, altresì, che la Deputazione di borsa di Milano, in data 29 ottobre 1962, ha deliberato la esclusione dell'agente di cambio sig. Onofri dai locali della Borsa valori di Milano, ai sensi e per gli effetti dell'art. 9, n. 2, della legge 20 marzo 1913, n. 272, dandone comunicazione, nel contempo, al Tribunale civile e penale di Milano, ai termini dell'art. 6 della legge stessa;

Considerato che l'agente di cambio Onofri ha, pertanto, perduto il requisito della « notoria moralità e correttezza commerciale », indispensabile per la iscrizione e per la permanenza nel ruolo degli agenti di cambio ai sensi dell'art. 22, n. 3, della citata legge 20 marzo 1913, n. 272;

Visti l'art. 57 della legge 20 marzo 1913, n. 272, e l'art. 16 del regio decreto-legge 30 giugno 1932, n. 815;

Sulla proposta del Ministro per il tesoro;

Decreta:

Il sig. Mario Onofri è revocato dalla carica di agente di cambio presso la Borsa valori di Milano con effetto dal 24 ottobre 1962.

Il Ministro proponente è incaricato dell'esecuzione del presente decreto, che sarà trasmesso alla Corte dei conti per la registrazione.

Dato a Roma, addì 9 dicembre 1962

SEGNI

TREMELLONI

Registrato alla Corte dei conti, addì 2 *gennaio* 1963
Registro n. 1 *Tesoro, foglio n.* 2. — VENTURA SIGNORETTI

(317)

DECRETO MINISTERIALE 17 novembre 1962.

Istituzione di una Agenzia consolare in Dunedin (Nuova Zelanda), alle dipendenze della cancelleria consolare presso l'Ambasciata in Wellington.

IL MINISTRO PER GLI AFFARI ESTERI

Visto il regio decreto 28 gennaio 1866, n. 2804;

Visto il regio decreto 7 giugno 1866, n. 2996;

Visto il decreto ministeriale 15 marzo 1948, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del 5 maggio 1948, n. 105;

Decreta:

Articolo unico.

E' istituita in Dunedin (Nuova Zelanda) una Agenzia consolare alle dipendenze della Cancelleria consolare presso la Legazione in Wellington.

Il presente decreto ha effetto a decorrere dalla data della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* e sarà trasmessa alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 17 novembre 1962

p. *Il Ministro*: RUSSO

Registrato alla Corte dei conti, addì 5 dicembre 1962
Registro n. 183 Esteri, foglio n. 203. — ALLAMPRESE

(282)

DECRETO MINISTERIALE 17 novembre 1962.

Istituzione di una Agenzia consolare in Hakodate (Giappone) alle dipendenze della cancelleria consolare presso l'Ambasciata in Tokio.

IL MINISTRO PER GLI AFFARI ESTERI

Visto il regio decreto 28 gennaio 1866, n. 2804;
Visto il regio decreto 7 giugno 1866, n. 2996;
Visto il decreto ministeriale 15 marzo 1948, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* del 5 maggio 1948, n. 105;

Decreta:

Articolo unico.

E' istituita in Hakodate (Giappone) una Agenzia consolare alle dipendenze della Cancelleria consolare presso l'Ambasciata in Tokio.

Il presente decreto ha effetto a decorrere dalla data della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale* e sarà trasmessa alla Corte dei conti per la registrazione.

Roma, addì 17 novembre 1962

p. *Il Ministro*: RUSSO

Registrato alla Corte dei conti, addì 5 dicembre 1962
Registro n. 183 Esteri, foglio n. 204

(283)

DECRETO MINISTERIALE 7 gennaio 1963.

Autorizzazione al Consorzio agrario provinciale di Piacenza a ricevere in deposito vino, olio commestibile ed altri liquidi non infiammabili e non corrosivi, nella succursale di Castel San Giovanni del Magazzino generale da esso gestito.

IL MINISTRO
PER L'INDUSTRIA E PER IL COMMERCIO

Visti il regio decreto legge 1° luglio 1926, n. 2290. sull'ordinamento dei Magazzini generali, convertito in legge con la legge 9 giugno 1927, n. 1158, il relativo regolamento di esecuzione, approvato col regio decreto 16 gennaio 1927, n. 126, e le loro successive modificazioni;

Visti i decreti ministeriali 9 settembre 1949, e 7 maggio 1955, con i quali il Consorzio agrario provinciale di Piacenza fu autorizzato ad istituire ed esercitare un Magazzino generale, con succursali;

Visto il decreto ministeriale 25 settembre 1958, con il quale il predetto Consorzio, a seguito della demolizione delle cisterne per il deposito di vino, olio, alcool ed altri liquidi non infiammabili e non corrosivi, installate in un immobile della succursale di Castel San Giovanni, fu autorizzato a ricevere in deposito nello stesso immobile merci varie;

Viste le istanze con le quali il Consorzio agrario provinciale di Piacenza ha chiesto di essere autorizzato a ricevere in deposito vino, olio commestibile ed altri liquidi non infiammabili e non corrosivi nella suddetta succursale, avendo provveduto a dotarla di n. 211 vasche in cemento della capacità complessiva di hl. 37.500 circa, costruite nel « fabbricato A » della stessa succursale;

Visto il parere favorevole espresso dalla Camera di commercio, industria e agricoltura di Piacenza con la deliberazione n. 89 del 29 gennaio 1962;

Decreta:

Art. 1.

Il Consorzio agrario provinciale di Piacenza è autorizzato a ricevere in deposito vino, olio commestibile ed altri liquidi non infiammabili e non corrosivi, nazionali e nazionalizzati, nel « fabbricato A » della succursale di Castel San Giovanni del Magazzino generale da esso gestito, dotato di n. 211 vasche in cemento della capacità complessiva di hl. 37.500 circa, meglio descritto nella planimetria e nella relazione tecnica allegate all'istanza citata nelle premesse.

Art. 2.

La Camera di commercio, industria e agricoltura di Piacenza è incaricata dell'esecuzione del presente decreto che sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 7 gennaio 1963

p. *Il Ministro*: GASPARI

(316)

DECRETO MINISTERIALE 10 gennaio 1963.

Determinazione, per il biennio 1963-64, della misura del contributo individuale dovuto dagli iscritti alla Cassa nazionale di previdenza ed assistenza per gli ingegneri ed architetti, ai sensi dell'art. 23, della legge 4 marzo 1958, n. 179.

IL MINISTRO
PER IL LAVORO E LA PREVIDENZA SOCIALE

Visto l'art. 23, comma terzo della legge 4 marzo 1958, n. 179;

Visti gli articoli 3, 4 e 5 del regolamento di attuazione della Cassa nazionale di previdenza per gli ingegneri ed architetti, approvato con decreto del Presidente della Repubblica 31 marzo 1961, n. 521;

Visto il decreto ministeriale 12 agosto 1961, con il quale si è provveduto alla determinazione, per il biennio 1961-62, della misura del contributo individuale dovuto dagli iscritti alla predetta Cassa nazionale ai sensi dell'art. 23 della legge 4 marzo 1958, n. 179;

Ritenuta la necessità di provvedere alla determinazione del medesimo contributo per il biennio 1963-64;

Decreta:

Il contributo individuale di cui all'art. 23, primo comma, della legge 4 marzo 1958, n. 179, dovuto dagli iscritti alla Cassa nazionale di previdenza per gli ingegneri ed architetti, è determinato per il biennio 1963-1964, nella misura di L. 48.000 annue ed è versato e riscosso con le modalità e nei termini previsti dagli

articoli 3, 4 e 5 del regolamento approvato con decreto del Presidente della Repubblica 31 marzo 1961, n. 521.

Al pagamento di tale contributo sono tenuti gli ingegneri ed architetti che risultano iscritti alla Cassa di previdenza alla data di entrata in vigore del citato regolamento.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 10 gennaio 1963

Il Ministro: BERTINELLI

(313)

RELAZIONE e DECRETO PREFETTIZIO 14 gennaio 1963.
Proroga della gestione commissariale straordinaria del comune di Casal di Principe.

Relazione illustrativa

Con decreto del Presidente della Repubblica in data 15 ottobre 1962, venne sciolto il Consiglio comunale di Casal di Principe e nominato un commissario straordinario per la provvisoria amministrazione del Comune nella persona del vice prefetto ispettore dott. Paolo Orabona.

Questi si è accinto subito all'opera di sistemazione di diversi importanti settori dell'attività comunale, che avevano sensibilmente risentito della crisi che condusse allo scioglimento dell'Amministrazione ordinaria. Nel quadro di tale opera, ha iniziato una serie di pratiche concernenti sia la sistemazione finanziaria del Comune che la attuazione di importanti opere pubbliche delle quali la popolazione avvertiva particolarmente l'urgenza, per cui si rende necessario che la opera intrapresa dal commissario venga proseguita.

Si è, pertanto, provveduto, con decreto in data odierna, a prorogare la gestione commissariale straordinaria di mesi tre a decorrere dal 15 gennaio 1963, a norma dell'art. 103 del regio decreto-legge 30 dicembre 1923, n. 2839.

Caserta, addì 14 gennaio 1963

Il Prefetto: DICUONZO

IL PREFETTO DELLA PROVINCIA DI CASERTA

Visto il decreto in data 15 ottobre 1962 del Presidente della Repubblica, con cui venne sciolto il Consiglio comunale di Casal di Principe, ai sensi degli articoli 323 del testo unico 1915 della legge comunale e provinciale e 106 del regio decreto-legge 30 dicembre 1923, n. 2389;

Ritenuto che la gestione commissariale dell'anzidetto Comune debba essere prorogata di tre mesi, a norma del citato art. 323 del testo unico 1915 della legge comunale e provinciale, per consentire al commissario straordinario di proseguire nell'intrapresa opera di sistemazione di diversi importanti servizi comunali;

Visto l'art. 103 del regio decreto-legge 30 dicembre 1923, n. 2839;

Decreta:

La gestione commissariale straordinaria del comune di Casal di Principe è prorogata di mesi tre a decorrere dal 15 corrente.

Il vice prefetto ispettore dott. Paolo Orabona viene confermato nell'incarico di commissario straordinario per la provvisoria gestione del Comune suddetto.

Caserta, addì 14 gennaio 1963

Il Prefetto: DICUONZO

(370)

DISPOSIZIONI E COMUNICATI

MINISTERO DEGLI AFFARI ESTERI

COMUNITÀ EUROPEE

Bando di gara n. 255, relativo alla costruzione di sei classi per i corsi complementari a: Antanimena (Tananarive) - Betroka - Fandriana - Maevatanana - Mahanoro - Manakara (Madagascar).

La « Gazzetta Ufficiale delle Comunità Europee » pubblica nel n. 138 del 20 dicembre 1962 il bando di gara n. 255, relativo alla costruzione di 6 classi per i corsi complementari a: Antanimena (Tananarive) - Betroka - Fandriana - Maevatanana - Mahanoro - Manakara (Madagascar). La spesa verrà sostenuta dalla Comunità Economica Europea (Fondo per lo sviluppo dei PTOM) per un ammontare presunto di Fr. CFA 110.000.000. Termine previsto per l'esecuzione: lotto 1: 6 mesi - Lotti 2-6: 12 mesi.

Le offerte dovranno essere inviate a: M. le Directeur général des Travaux Publics, de l'Aeronautique et des Transports (Service Central Administratif, 1ère Division, Section G) a Tananarive (Madagascar) prima della data fissata per la loro apertura che avverrà il 21 marzo 1963 alle ore 14 locali (ore 11 GMT), a Tananarive (Madagascar).

In applicazione dell'articolo 132, paragrafo 4, del Trattato di Roma, la partecipazione alle gare è aperta a parità di condizioni a tutte le persone fisiche e giuridiche appartenenti agli Stati membri ed ai paesi e territori d'oltremare associati alla Comunità Economica Europea.

(302)

Bando di gara n. 256, relativo alla adduzione e distribuzione d'acqua potabile nella Città di Mbalmayo

La « Gazzetta Ufficiale delle Comunità Europee » pubblica nel n. 141 del 29 dicembre 1962 il bando di gara n. 256, relativo alla adduzione e distribuzione d'acqua potabile nella Città di Mbalmayo. I lavori sono suddivisi in due lotti. La spesa verrà sostenuta dalla Comunità Economica Europea (Fondo per lo sviluppo dei PTOM) per un ammontare presunto di Fr. CFA 31 milioni (primo lotto); Fr. CFA 39 milioni (secondo lotto). Termine previsto per l'esecuzione: dovrà essere proposto dai partecipanti.

Le offerte dovranno essere inviate a: Direction des Travaux Publics, Service des Etudes (Secrétariatdes marchés), B.P. 1056 a Yaoundé (Camerun) od esservi depositate, contro ricevuta al più tardi il 20 marzo 1963 alle ore 11 locali (ore 10 G.M.T.). L'apertura delle offerte avverrà lo stesso giorno alle ore 15 locali (ore 14 G.M.T.), a cura della Commissione di apertura delle offerte a Yaoundé (Camerun), in seduta privata.

In applicazione dell'articolo 132, paragrafo 4, del Trattato di Roma, la partecipazione alle gare è aperta a parità di condizioni a tutte le persone fisiche e giuridiche appartenenti agli Stati membri ed ai paesi e territori d'oltremare associati alla Comunità Economica Europea.

(303)

MINISTERO DELLA PUBBLICA ISTRUZIONE

Diffida per smarrimento del certificato sostitutivo, a tutti gli effetti, del diploma originale di abilitazione all'esercizio professionale.

Il dott. Angelo Raffaele Chiarelli, nato a Martina Franca (Taranto) il 6 giugno 1932, ha dichiarato di avere smarrito il certificato sostitutivo, a tutti gli effetti, del diploma originale di abilitazione all'esercizio della professione di medico chirurgo, rilasciatogli dalla Università di Roma in data 14 ottobre 1958.

Se ne dà notizia ai sensi degli articoli 50 e 71 del regio decreto 4 giugno 1938, n. 1269, diffidando gli eventuali possessori del certificato smarrito a consegnarlo alla Università di Roma.

(183)

MINISTERO DEI LAVORI PUBBLICI

Passaggio dal Demanio al patrimonio dello Stato di un tratto di alveo del torrente Vallonazzo colmato dalla colata lavica del 1928, in comune di Mascali (Catania).

Con decreto 21 dicembre 1962, n. 953/1 del Ministro per i lavori pubblici di concerto col Ministro per le finanze, è stato disposto il passaggio dal Demanio al patrimonio dello Stato di un tratto di alveo del torrente Vallonazzo colmato dalla colata lavica del 1928, segnato nel catasto del comune di Mascali, al foglio n. 43, della superficie di mq. 14.673,80, ed indicato nella planimetria rilasciata il 3 febbraio 1962, in scala 1:2000, dall'Ufficio tecnico erariale di Catania, planimetria che fa parte integrante del decreto stesso.

(176)

Passaggio dal Demanio al patrimonio dello Stato di un terreno sito lungo il fiume Lambro, in comune di Milano.

Con decreto 21 dicembre 1962, n. 935/1 del Ministro per i lavori pubblici di concerto col Ministro per le finanze, è stato disposto il passaggio dal Demanio al patrimonio dello Stato del terreno sito lungo il fiume Lambro, segnato nel catasto del comune di Milano, al foglio n. 6, mappali numeri 605-*b* (Ha. 0.19.00); 609-*b* (Ha. 0.13.00) e 610-*b* (Ha. 0.93.00), di complessivi Ha. 1.25.00 ed indicato nella planimetria rilasciata il 2 maggio 1962, in scala 1:2000, dall'Ufficio tecnico erariale di Milano, planimetria che fa parte integrante del decreto stesso.

(103)

MINISTERO DELL'INDUSTRIA E DEL COMMERCIO

409° Elenco dei provvedimenti di concessioni minerarie emanati in virtù del regio decreto 29 luglio 1927, n. 1443, e del decreto presidenziale 28 giugno 1955, n. 620.

Decreto ministeriale 6 settembre 1962, registrato alla Corte dei conti il 21 novembre 1962, registro n. 15 Industria e commercio, foglio n. 314, con il quale la concessione della miniera di marna da cemento denominata « Zerbi ovest », sita in territorio del comune di Coniolo Pontestura Monferrato, provincia di Alessandria, è intestata mortis causa ai signori Martinotti Pierino e Claudio Gabriele, domiciliati in Coniolo Pontestura Monferrato, a decorrere dal 13 novembre 1953, ed è accettata la rinuncia dei predetti signori Martinotti Pierino e Claudio Gabriele alla concessione stessa, a decorrere dalla data del decreto succitato.

Decreto ministeriale 26 settembre 1962, registrato alla Corte dei conti il 7 novembre 1962, registro n. 15 Industria e commercio, foglio n. 80, con il quale la concessione della miniera di calamina, blenda e fluorina, denominata « Laghetto di Polzone », sita in territorio del comune di Colere, provincia di Bergamo, è intestata dalla data del decreto stesso, alla « Mineraria Presolana S.p.A. », con sede in Venezia.

Decreto ministeriale 27 settembre 1962, registrato alla Corte dei conti il 21 dicembre 1962, registro n. 16 Industria e commercio, foglio n. 263, con il quale alla S.p.A. « Terme di Chianciano », con sede in Roma, è rilasciata la concessione per acqua minerale nella località « Fucoli », in territorio del comune di Chianciano Terme, provincia di Siena, per la durata di anni ventinove a decorrere dalla data del decreto stesso.

Decreto ministeriale 30 ottobre 1962, registrato alla Corte dei conti il 30 novembre 1962, registro n. 16 Industria e commercio, foglio n. 31, con il quale la concessione di acqua minerale denominata « Molino di Zano », sita in territorio del comune di Brisighella, provincia di Ravenna, è trasferita ed intestata, dalla data del decreto stesso, alla S.p.a. « Terme di Brisighella », con sede in Faenza.

Decreto ministeriale 24 ottobre 1962, registrato alla Corte dei conti il 21 dicembre 1962, registro n. 16 Industria e commercio, foglio n. 265, con il quale all'Azienda autonoma delle ferrovie dello Stato è riconosciuta, ai sensi e per gli effetti del regio decreto-legge 20 febbraio 1939, n. 318, convertito nella legge 2 giugno 1939, n. 739, la facoltà di eseguire la coltivazione dei giacimenti di vapori e di gas comunque suscettivi di essere utilizzati per produzione di energia elettrica, nella località denominata « Poggio Colombaia Serrata Montelegaio », in territorio dei comuni di Castelnuovo Val di Cecina e Pomarance, provincia di Pisa, per la durata di anni cinquanta dalla data del decreto stesso.

Decreto ministeriale 30 ottobre 1962, registrato alla Corte dei conti il 7 dicembre 1962, registro n. 16 Industria e commercio, foglio n. 95, con il quale la concessione di acqua minerale denominata « Colombarino », sita in territorio del comune di Brisighella, provincia di Ravenna, è trasferita ed intestata, dalla data del decreto stesso, alla S.p.A. « Terme di Brisighella », con sede in Faenza.

Decreto ministeriale 31 ottobre 1962, registrato alla Corte dei conti il 21 dicembre 1962, registro n. 16 Industria e commercio, foglio n. 268, con il quale ai signori Ugo Bonivento e Aurelio Proia, rappresentati dal primo, con domicilio eletto in Fondi, provincia di Latina, è concessa la facoltà di coltivare la miniera di rocce asfaltiche e bituminose denominata « Montalbo », sita in territorio dei comuni di Itri e Fondi, provincia di Latina, per la durata di anni dieci dalla data del decreto stesso.

Decreto ministeriale 5 novembre 1962, registrato alla Corte dei conti l'8 gennaio 1963, registro n. 1 Industria e commercio, foglio n. 80, con il quale la concessione per acqua minerale denominata « Allodola », sita in territorio del comune di Laterina, provincia di Arezzo, è trasferita ed intestata, dalla data del decreto stesso, dalla Soc. r. l. « Sorgente Allodola » alla Società per azioni « Sorgente Allodola », con sede in Arezzo.

Decreto ministeriale 7 dicembre 1962, registrato alla Corte dei conti il 27 dicembre 1962, registro n. 16 Industria e commercio, foglio n. 331, con il quale la concessione per minerali di ferro, manganese e bario denominata « Buca della Vena », sita in territorio del comune di Stazzema, provincia di Lucca, è trasferita ed intestata, a decorrere dal 4 giugno 1959, alla Società Industriale Mineraria Apuana S.I.M.A. S.p.a. con sede in Firenze.

Decreto dell'ingegnere capo del Distretto minerario di Firenze 19 ottobre 1962, registrato alla Corte dei conti Delegazione regionale di Firenze l'8 novembre 1962, registro n. 1 Industria e commercio foglio n. 1, con il quale la concessione per caolino e terre per refrattari, con grado di refrattarietà superiore ai 1630° denominata « Le Lotrine », sita nel territorio di Campiglia Marittima, provincia di Livorno, è prorogata a favore della Società Estrazione Lavorazione Feldspati e Affini (S.E.L.F.A.), con sede a Milano, per la durata di anni venti a partire dal 15 maggio 1962.

Decreto dell'ingegnere capo del Distretto minerario di Firenze 19 ottobre 1962, registrato alla Corte dei conti Delegazione regionale di Firenze l'8 novembre 1962, registro n. 1 Industria e commercio, foglio n. 3, con il quale la concessione per talco denominata « Montenero I », sita nel territorio comunale di Livorno, è prorogata a favore della S.p.a. Talco e grafite Val Chisone, con sede a Pinerolo, per la durata di anni venti a partire dal 18 aprile 1962.

Decreto dell'ingegnere capo del Distretto minerario di Firenze 19 ottobre 1962, registrato alla Corte dei conti Delegazione regionale di Firenze l'8 novembre 1962, registro n. 1 Industria e commercio, foglio n. 2, con il quale la concessione per talco denominata « Montenero II », sita nel territorio comunale di Livorno, è prorogata a favore della S.p.A. Talco e grafite Val Chisone, con sede a Pinerolo, per la durata di anni dieci a partire dal 18 aprile 1962.

Decreto dell'ingegnere capo del Distretto minerario di Napoli 21 novembre 1962, registrato alla Corte dei conti di Napoli il 7 dicembre 1962, registro n. 1 Industria e commercio, foglio n. 12, con il quale alla « Calabro Mineraria S.p.A. », con sede in Cosenza, è accordata la concessione mineraria per miche e associati, denominata « Vallone S. Maloro », in territorio di Luzzi e Acri, in provincia di Cosenza, per la durata di anni venticinque a decorrere dalla data del decreto stesso.

(350)

MINISTERO DEL TESORO

DIREZIONE GENERALE DEL TESORO - PORTAFOGLIO DELLO STATO

N. 15

Corso dei cambi del 22 gennaio 1963 presso le sottoindicate Borse valori

VALUTE	Bologna	Firenze	Genova	Milano	Napoli	Palermo	Roma	Torino	Trieste	Venezia
$ USA	620,83	620,85	620,815	620,91	620,85	620,88	620,85	620,80	620,87	620,85
$ Can.	576,40	576,60	576,20	576,65	574,75	576,57	576,625	576,20	576,45	576,50
Fr. Sv.	143,55	143,51	143,495	143,5225	143,53	143,57	143,515	143,40	143,56	143,60
Kr. D.	89,93	89,91	89,90	89,96	89,90	89,93	89,9275	90 —	89,94	89,95
Kr. N.	86,91	86,90	86,93	86,93	86,90	86,92	86,92	86,95	86,92	86,93
Kr. Sv.	119,90	120 —	119,93	120 —	119,90	119,97	119,99	119,90	119,96	119,97
Fol.	172,39	172,47	172,44	172,435	172,40	172,38	172,43	172,45	172,37	172,40
Fr. B.	12,47	12,478	12,4775	12,47625	12,47	12,48	12,4770	12,48	12,47	12,47
Franco francese	126,70	126,695	126,69	126,71	126,70	126,71	126,705	126,70	126,70	126,70
Lst	1741,45	1741,40	1741,70	1741,60	1740,75	1741,80	1741,60	1741,60	1741,75	1741,40
Dm. occ.	154,99	155,05	155 —	155,03	155 —	154,99	155,02	155 —	154,99	155 —
Scell. Austr.	24,03	24,035	24,03	24,04125	24 —	24,03	24,0425	24,05	24,03	24,035
Escudo Port.	21,71	21,72	21,73	21,72	21,70	21,71	21,71	21,70	21,72	21,75

Media dei titoli del 22 gennaio 1963

Rendita 5 % 1935	115,45
Redimibile 3,50 % 1934	94,05
Id. 3,50 % (Ricostruzione)	88,875
Id. 5 % (Ricostruzione)	100,525
Id. 5 % (Riforma fondiaria)	99,875
Id. 5 % (Città di Trieste)	99,975
Id. 5 % (Beni Esteri)	99,95
Buoni del Tesoro 5 % (scadenza 1° aprile 1964)	100,15
Buoni del Tesoro 5 % (scadenza 1° aprile 1965)	102,575
Id 5 % (» 1° aprile 1966)	103,10
Id. 5 % (» 1° gennaio 1968)	103,60
Id. 5 % (» 1° aprile 1969)	103,275
Id. 5 % (» 1° gennaio 1970)	104,45
Id. 5 % (» 1° gennaio 1971)	104,65
B. T. Poliennali 5 % (» 1° ottobre 1966)	102,85

Il Contabile del Portafoglio dello Stato: ZODDA

UFFICIO ITALIANO DEI CAMBI

Cambi medi del 22 gennaio 1963

1 Dollaro USA	620,88
1 Dollaro canadese	576,637
1 Franco svizzero	143,519
1 Corona danese	89,944
1 Corona norvegese	86,925
1 Corona svedese	119,995
1 Fiorino olandese	172,432
1 Franco belga	12,477
1 Franco francese	126,707
1 Lira sterlina	1741,60
1 Marco germanico	155,025
1 Scellino austriaco	24,042
1 Escudo Port.	21,715

MINISTERO DEL LAVORO E DELLA PREVIDENZA SOCIALE

Sostituzione del liquidatore della Società cooperativa di produzione e lavoro « Ristorante Manzoni », con sede in Roma.

Con decreto del Ministro per il lavoro e la previdenza sociale in data 12 gennaio 1963 il dott. Giulio Pulieri è stato nominato, ai sensi dell'art. 2545 del Codice civile, liquidatore della Società cooperativa di produzione e lavoro « Ristorante Manzoni », con sede in Roma, già sciolta con deliberazione dell'assemblea in data 21 aprile 1960, in sostituzione del liquidatore ordinario avv. Attilio Labriola.

(346)

Scioglimento della Società cooperativa « Edile autotrasporti », con sede in Grumo Appula (Bari)

Con decreto del Ministro per il lavoro e la previdenza sociale in data 23 dicembre 1962 la Società cooperativa « Edile e Autotrasporti », con sede in Grumo Appula (Bari), costituita per rogito Padolecchia in data 26 aprile 1956, repertorio 1052 è stata sciolta ad ogni effetto di legge, ai sensi dell'art. 2544 del Codice civile, con nomina di liquidatore nella persona del rag. Carlo Volpe.

(347)

MINISTERO DELL'AGRICOLTURA E DELLE FORESTE

Autorizzazione all'acquisto da parte dell'Istituto sperimentale di caseificio di Lodi, di un immobile sito nel comune di Lodi.

Con decreto del Presidente della Repubblica in data 29 novembre 1962, registrato alla Corte dei conti il 4 gennaio 1963, registro n. 1 Agricoltura e foreste, foglio n. 287, l'Istituto sperimentale di caseificio di Lodi è autorizzato ad acquistare un immobile — costituito da un appezzamento di terreno della superficie di mq. 940 sul quale insistono una palazzina ad uso abitazione ed un fabbricato adibito ad autorimessa e laboratorio — contraddistinto nel catasto fabbricati del comune di Lodi alla partita 307, mappa 1042-*a*.

(298)

Avviso di rettifica

Nelle premesse del decreto ministeriale 5 gennaio 1963 « Nomina dei componenti della Commissione tecnica centrale per l'equo canone nell'affitto dei fondi rustici » pubblicato a pag. 317 della *Gazzetta Ufficiale* n. 18 del 21 gennaio 1963, in luogo di: « ... Alleanza dei contadini ... » leggasi « ... Alleanza Nazionale dei contadini ».

(378)

MINISTERO DELLA DIFESA - ESERCITO

Trasferimento dal Demanio pubblico militare al patrimonio dello Stato dell'immobile denominato « Bastione retrostante la Caserma XXV Aprile », sito in comune di Peschiera del Garda (Verona).

Con decreto interministeriale n. 266 del 13 ottobre 1961, è stato disposto il passaggio dal Demanio pubblico militare al patrimonio dello Stato dell'immobile denominato « Bastione retrostante la Caserma XXV Aprile », sito nel comune di Peschiera del Garda (Verona), della superficie complessiva di mq. 11.478.

(348)

MINISTERO DELLA SANITA'

Autorizzazione all'Amministrazione del Comitato provinciale di Firenze della Croce Rossa Italiana ad istituire presso l'Ospedale della Croce Rossa Italiana di Poggiosecco un corso per tecnici di radiologia.

Con decreto del Ministro per la sanità in data 14 gennaio 1963, l'Amministrazione del Comitato provinciale della Croce Rossa Italiana di Firenze, viene autorizzata ad istituire, ai sensi dell'art. 88 del regio decreto 30 settembre 1938, n. 1631, presso l'Ospedale della Croce Rossa Italiana di Poggiosecco un corso per l'istruzione teorica-pratica degli aspiranti alla qualifica di tecnico di radiologia.

(372)

COMITATO INTERMINISTERIALE PER IL CREDITO ED IL RISPARMIO

Nomina del commissario liquidatore e dei membri del Comitato di sorveglianza della Cassa rurale ed artigiana di Villafrati - Società cooperativa a responsabilità illimitata, con sede in Villafrati (Palermo).

IL GOVERNATORE DELLA BANCA D'ITALIA

Visto il testo unico delle leggi sull'ordinamento delle Casse rurali ed artigiane, approvato con regio decreto 26 agosto 1937, n. 1706, modificato con la legge 4 agosto 1955, n. 707;

Visto il regio decreto-legge 12 marzo 1936, n. 375, e successive modificazioni;

Visto il decreto legislativo del Capo provvisorio dello Stato in data 17 luglio 1947, n. 691;

Visto il decreto del Presidente della Repubblica 27 giugno 1952, n. 1133;

Visto il decreto del Presidente della Regione siciliana in data 11 settembre 1962, che revoca l'autorizzazione all'esercizio del credito alla Cassa rurale ed artigiana di Villafrati Società cooperativa a responsabilità illimitata, con sede nel comune di Villafrati (Palermo), e pone la stessa in liquidazione;

Considerato che occorre provvedere alla costituzione degli Organi della liquidazione;

Dispone:

L'avv. Benedetto Mannino è nominato commissario liquidatore della Cassa rurale ed artigiana di Villafrati Società cooperativa a responsabilità illimitata, con sede nel comune di Villafrati (Palermo) ed i signori prof.ssa Rossana Salafia, rag. Michele Pilato e Giovanni Chiarenza sono nominati membri del Comitato di sorveglianza della Cassa stessa, con i poteri e le attribuzioni contemplate dalle norme di cui al titolo 7°, capo 3° del regio decreto-legge 12 marzo 1936, n. 375, e successive modificazioni.

Il presente provvedimento sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica Italiana.

Roma, addì 14 gennaio 1963

Il Governatore CARLI

(371)

CONCORSI ED ESAMI

MINISTERO DELLE FINANZE

ISPETTORATO GENERALE PER IL LOTTO E LE LOTTERIE

Avviso relativo alla pubblicazione della graduatoria del concorso a duemilatrecentocinquantacinque posti di aiuto-ricevitore nel ruolo del personale del lotto.

Si dà avviso che nel Bollettino ufficiale del personale del lotto, supplemento ordinario al n. 6 del giugno 1962, del Ministero delle finanze, Ispettorato generale per il lotto e le lotterie, è stata pubblicata la graduatoria generale del concorso per esami e per titoli a duemilatrecentocinquantacinque posti di aiuto-ricevitore nel ruolo del personale del lotto, indetto con decreto ministeriale 14 marzo 1958.

(322)

MINISTERO DELLA SANITA'

Avviso relativo alla pubblicazione della graduatoria dei vincitori del concorso speciale a trenta posti di dattilografo di 2ª classe nella carriera esecutiva dei dattilografi del Ministero della sanità riservato ai sottufficiali delle Forze armate.

Ai sensi e per gli effetti dell'art. 7 del decreto del Presidente della Repubblica 10 gennaio 1957, n. 3, si rende noto che nel Bollettino ufficiale del Ministero della sanità n. 1 del mese di gennaio 1963, è stato pubblicato il decreto in data 29 ottobre 1962, relativo alla graduatoria dei vincitori del concorso speciale a trenta posti di dattilografo di 2ª classe nella carriera esecutiva dei dattilografi del Ministero della sanità, riservato ai sottufficiali delle Forze armate.

(307)

MINISTERO DEL LAVORO E DELLA PREVIDENZA SOCIALE

Avviso di rettifica

Nell'art. 6 del decreto del Ministero del lavoro e della previdenza sociale 28 ottobre 1959, con il quale è stato indetto un concorso per esami a settantatre posti di applicato aggiunto in prova nel ruolo della carriera esecutiva del personale degli Uffici del lavoro e della massima occupazione, pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* n. 7 dell'11 gennaio 1960:

a pag. 65, 2ª colonna, in luogo di « Dei documenti elencati al precedente art. 5, quelli di cui ai numeri 3), 4), 5) e 6) debbono essere di data anteriore a tre mesi », leggasi « Dei documenti elencati al precedente art. 5, quelli di cui ai numeri 3), 4), 5) e 6) debbono essere di data non anteriore a tre mesi ».

(296)

UFFICIO MEDICO PROVINCIALE DI PAVIA

Costituzione della Commissione giudicatrice del concorso a posti di medico condotto vacanti nella provincia di Pavia.

IL MEDICO PROVINCIALE

Visto il proprio decreto n. 1573 in data 10 marzo 1962, con il quale è stato bandito il concorso per la copertura dei posti di medico condotto vacanti al 30 novembre 1961;

Ritenuto di dover provvedere alla nomina della Commissione Giudicatrice del concorso di cui sopra;

Visto l'art. 69 del testo unico delle leggi sanitarie 27 luglio 1934, n. 1265, costituito dall'art. 12 del decreto del Presidente della Repubblica 10 giugno 1955, n. 854 e l'art. 44 del regolamento 11 marzo 1935, n. 281, modificato dall'art. 13 dello stesso decreto del Presidente della Repubblica 10 giugno 1955;

Vista la lettera in data 15 novembre 1962, con la quale la Prefettura di Pavia designa i nominativi del presidente e del segretario della Commissione;
Viste le designazioni dell'Ordine dei medici e dei Comuni interessati;
Vista la legge 13 marzo 1958, n. 296;

Decreta:

La Commissione di cui sopra è così costituita:

Presidente:
Cupaiuolo dott. Nicola, vice prefetto di Pavia.

Componenti:
Tinozzi prof. Francesco Paolo, direttore della Clinica Chirurgica dell'Università di Pavia;
Introzzi prof. Paolo, direttore della Clinica medica dell'Università di Pavia;
Nucciotti prof. Leonello, medico provinciale di Pavia;
Ragone dott. Domenico, medico condotto di Borgo San Siro.

Segretario:
Mignone dott. Vincenzo, consigliere di Prefettura.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Foglio annunci legali della Provincia e, per otto giorni consecutivi, all'albo dell'Ufficio.

Pavia, addì 15 gennaio 1963

Il medico provinciale: NUCCIOTTI

(326)

UFFICIO MEDICO PROVINCIALE DI NAPOLI

Graduatoria generale del concorso a posti di medico condotto vacanti nella provincia di Napoli

IL MEDICO PROVINCIALE

Visto il precedente decreto n. 8475 del 25 maggio 1961, con il quale è stato indetto il concorso a tre posti di medico condotto vacanti nella provincia di Napoli alla data del 30 novembre 1960;
Visto i verbali della Commissione giudicatrice nominata con decreto 5613 del 31 marzo 1962;
Visto il testo unico delle leggi sanitarie approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265, ed il regolamento dei concorsi a posti di sanitari nei Comuni e nelle Provincie, approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;
Visto la legge 13 marzo 1958, n. 296, istitutiva del Ministero della sanità;

Decreta:

E' approvata la seguente graduatoria del concorso a tre posti di medico condotto, vacanti nella provincia di Napoli alla data del 30 novembre 1960:

1. Lacerenza Gennaro	punti 59,16	su 100
2. Montani Ferruccio	» 56,62	»
3. Del Vecchio Felice	» 55,33	»
4. Corvino Gaetano	punti 54,30	su 100
5. Salemme Ottavio	» 54,14	»
6. Giordano Rosario	» 52,04	»
7. Romano Domenico	» 50,09	»
8. De Rinaldis Vincenzo	» 49,41	»
9. Angrisano Errico	» 47,12	»
10. Pagliarulo Giuseppe	» 46,17	»
11. Morgera Nicola	» 45,96	»
12. Sarlo Mario	» 45,93	»
13. Bazzi Alberigo	» 45,71	»
14. D'Auria Domenico	» 45,33	»
15. Guerra Francesco	» 45 —	»
16. Capuano Santo	» 43,16	»
17. Di Massa Raffaele	» 42,54	»
18. De Silva Livia	» 41,37	»
19. Del Vecchio Luigi	» 40,21	»
20. Greco Angelo	» 40 —	»
21. De Paola Bruno	» 39,87	»
22. Borriello Luigi	» 38,10	»
23. Lamagna Giuseppe	» 37,50	»
24. Calcagno Giuseppe	» 36,48	»

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Foglio annunzi legali di questa Provincia e, per otto giorni consecutivi, all'albo di questo Ufficio e dei Comuni interessati.

Napoli, addì 7 gennaio 1963

Il medico provinciale: TECCE

IL MEDICO PROVINCIALE

Visto il proprio decreto n. 354 di pari data con cui è stata approvata la graduatoria dei candidati idonei al concorso a tre posti di medico condotto vacanti nella provincia di Napoli alla data del 30 novembre 1960;
Visto le domande dei candidati con l'indicazione di preferenza delle sedi;
Visto il testo unico delle leggi sanitarie, approvato con regio decreto 27 luglio 1934, n. 1265, ed il regolamento dei concorsi per sanitari condotti, approvato con regio decreto 11 marzo 1935, n. 281;
Visto la legge 13 marzo 1958, n. 296, istitutiva del Ministero della sanità;

Decreta:

I seguenti candidati sono dichiarati vincitori del concorso di cui alle premesse per la sede a fianco di ciascuno indicato:

1) Lacerenza Gennaro: Napoli;
2) Montani Ferruccio: Sant'Antimo;
3) De Vecchio Felice: Barano d'Ischia.

Il presente decreto sarà pubblicato nella *Gazzetta Ufficiale* della Repubblica, nel Foglio annunzi legali di questa Provincia e, per otto giorni consecutivi, all'albo di questo Ufficio e dei Comuni interessati.

Napoli, addì 7 gennaio 1963

Il medico provinciale: TECCE

(308)

UMBERTO PETTINARI, *direttore* RAFFAELE SANTI, *gerente*

Roma Istituto Poligrafico dello Stato G. C.